

Rabat, le 30 juin 2010

## IMPACT DE LA CRISE MONDIALE SUR L'ECONOMIE MAROCAINE

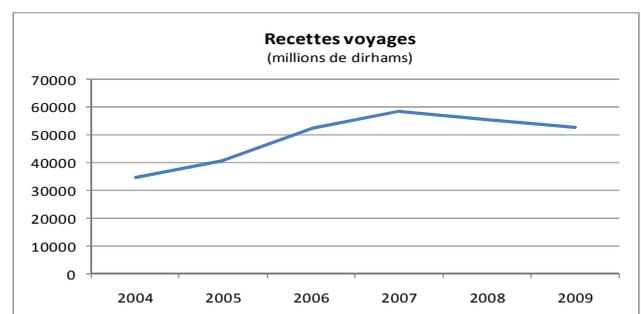
Le système financier marocain n'a pas pâti de la crise financière pour deux raisons essentielles. La première a trait au cadre réglementaire et marqué par le strict respect des règles prudentielles de Bâle II. La deuxième est liée à sa faible intégration dans la finance mondiale. La part des actifs étrangers dans le total des actifs des banques marocaines représente moins de 4%<sup>1</sup> et la part des non-résidents dans la capitalisation boursière, hors participations stratégiques, était inférieure à 1,8% à fin 2007<sup>2</sup>.

La sphère réelle, quant à elle, a ressentie l'impact de la récession que connaissent les principaux partenaires économiques du Maroc, notamment la France et l'Espagne. Quatre principaux domaines ont été directement impactés par la crise: les échanges commerciaux, l'activité touristique, les transferts des MRE et les flux de capitaux dont les IDE.

En 2009, le commerce international a régressé de 11,9% en volume et la demande mondiale adressée au Maroc de 10%. Cette évolution a engendré un recul des exportations marocaines de biens et services de 13,1% en volume.

Pour ce qui du secteur du tourisme, il semble être moins touché par la crise. Et bien que les arrivées de touristes de séjour aient enregistré, en 2009, une légère augmentation (2%), les nuitées dans les établissements d'hébergement classés ont régressé de 1,4% et les recettes touristiques ont diminué de 5%.

Néanmoins, avec 53 milliards de DH générés en 2009, ce poste continue de représenter le principal pourvoyeur de devises.



1 Source : Bank Al-Maghrib

2 Source : Statistiques du Conseil déontologique des valeurs mobilières

En matière de transferts effectués par les marocains résidents à l'étranger, il est à noter que sur la période 2002-2007, ils ont enregistré un taux d'accroissement annuel moyen de 7,4% pour atteindre 55 milliards de dirhams en 2007. La récession qui a frappé les principaux pays d'accueil, particulièrement l'Espagne, la France et l'Italie, a commencé à se faire sentir sur ces transferts à partir du quatrième trimestre de 2008. Globalement ils ont régressé de 3,5% en 2008 et de 5,4% en 2009 contre une hausse de 15% en 2007.

En ce qui concerne les IDE, le Maroc est considéré comme une des premières destinations en Afrique et dans la zone MENA. Durant les années 2000, il a bénéficié de l'essor remarquable de ces flux au niveau mondial, et ce grâce à un cadre institutionnel favorable, à la stabilité macroéconomique et à une politique de développement volontariste.

La crise financière mondiale n'a pas manqué d'inverser cette tendance, entraînant de fortes régressions des IDE de 26,3% en 2008 et 29,2% à fin septembre 2009<sup>3</sup>. Ce repli a concerné les principaux pays émetteurs en l'occurrence la France (-26,1%), l'Espagne (-57,2%) et le Royaume-Uni (-47,1%).

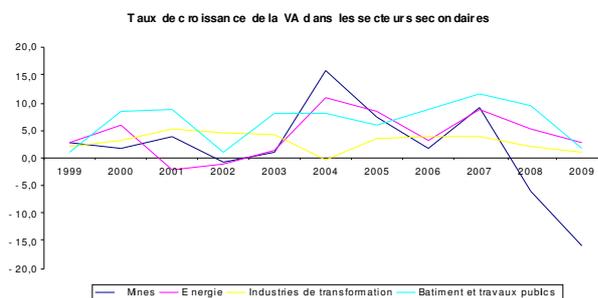


Bénéficiant du 1/3 des IDE réalisés au Maroc, le secteur du tourisme a été le plus touché par la compression de ces derniers, accusant une chute de 54% en 2008. En dépit d'un léger essoufflement de son activité, le secteur immobilier continue, en revanche, de drainer les investissements étrangers malgré, les IDE qu'il a attirés ont augmenté de 17,6% en 2008.

### Situation macroéconomique pendant la crise

Les fondamentaux macroéconomiques de l'économie marocaine restent sains, avec notamment un budget équilibré, des recettes fiscales en progression, une dette extérieure en forte baisse et une inflation maîtrisée. Toutefois, les effets de cette crise sur les activités ouvertes sur le reste du monde ont été négatifs sur un solde extérieur déjà déficitaire. Ceux-ci demeurent relativement limités sur la croissance qui n'a accusé qu'un léger ralentissement (5,6% en 2008 et 4,9% en 2009) à la faveur de la bonne tenue de la demande intérieure et des bons résultats du secteur agricole. La croissance du PIB agricole a été de l'ordre de 16,3% en 2008 et de 30,6% en 2009.

En revanche, les secteurs du secondaire (BTP, industrie de transformation, mines et énergie) ont accusé, globalement, une baisse de l'ordre de 4,7% en 2009 après une croissance de



<sup>3</sup> Source : Office des changes.

3,6% en 2008 et de 6,6% en 2007. La cause principale de cette évolution est attribuée au secteur minier qui a pâtit de la régression de la demande mondiale sur les phosphates. De leur côté, les industries de transformations ont eu une croissance très modeste en liaison, notamment, avec la régression de l'activité des industries de transformation des phosphates, du textile, des biens d'équipements et de l'automobile, alors que la demande intérieure a soutenu la croissance des industries agroalimentaires.

Bien qu'il soit en léger ralentissement par rapport aux résultats des dernières années, le secteur tertiaire a pu maintenir son rythme de croissance de 3,9%, grâce à la consolidation des services marchands, autres que le tourisme. Ce dernier, et en dépit du recul de l'activité touristique au niveau mondial, a montré une relative résilience face à la crise.

Ainsi, les effets de la crise ont été atténués grâce à la demande intérieure. La contribution de celle-ci à la croissance a été de 8,5 points en 2008 et de 6,8 en 2009. La formation brute de capital fixe a augmenté de 2,5% en volume en 2009 à la faveur de la hausse de l'investissement du secteur public de 24,4% en terme nominal, qui a permis de compenser le recul des IDE reçus ainsi que le ralentissement de l'investissement privé national.

La consommation finale s'est accrue, quant à elle, de 5,8% en volume en 2008 et de 5,5% en 2009. Cette évolution est le fait aussi bien de la consommation des ménages résidents (6% et 4%) que des administrations publiques (4,8% et 11,2%). A cet égard, la réduction de l'impôt sur le revenu, l'évolution favorable de l'emploi rémunéré et de l'emploi agricole et la stabilisation des prix, notamment, ceux des produits alimentaires et énergétiques, sont autant d'actions qui ont amélioré le pouvoir d'achat des ménages. L'inflation, exprimée par le prix implicite du PIB, n'a pas dépassé 1,8% en 2009 contre 5,9% en 2008 et 3,9% en 2007. Le fléchissement des prix des principaux produits importés est à l'origine de la régression de l'inflation durant 2009.

Du côté du compte capital, le repli des revenus nets en provenance du reste du monde, notamment les transferts des MRE a été à l'origine du ralentissement de la croissance du revenu national brut disponible qui a enregistré une hausse de 4,6% en 2009 contre 10,9% en 2008.

L'effet de la crise sur l'emploi a été particulièrement ressenti dans le secteur du textile qui a enregistré une perte nette de près de 53.000 emplois en 2009, alors que les autres industries de transformation ont créé 18.000 emplois nets. D'une manière globale, le chômage a poursuivi sa baisse tendancielle en 2009 à



la faveur d'une bonne campagne agricole, d'un programme d'investissement public volontariste et des différentes mesures prises pour la sauvegarde des emplois.

### **Evaluation de l'impact de la crise mondiale sur l'économie marocaine**

Pour évaluer l'impact de la crise mondiale sur l'économie marocaine, deux principaux canaux de transmission ont été analysés à travers le modèle macro-économétrique de prévision et de simulation des politiques économiques (PRESIMO)<sup>4</sup> : les transferts des MRE et la demande étrangère adressée au Maroc. Le manque à gagner est capté sur les principales grandeurs macro-économiques, notamment la croissance, l'investissement et l'emploi d'abord sur la période passée de la crise (2008 et 2009) et ensuite sur la période à venir, 2010-2012.

Pour l'année 2008, la baisse de la consommation finale des ménages par rapport à son niveau tendanciel est de 1,42% et la baisse des exportations de biens et services est de 1,01%. Pour l'année 2009 la baisse est plus accentuée, elle est de l'ordre de 3,12% pour la consommation et de 4,34% pour les exportations.

La baisse de ces deux composantes a réduit la demande et donc la croissance. Le PIB a, ainsi, baissé de 0,86 en 2008 et de 2,46% en 2009, par rapport à son niveau tendanciel. La baisse de la croissance a engendré une baisse de l'investissement de l'ordre de 1% en 2008 et de 3,57% en 2009.

Pour ce qui est de l'évaluation des effets de la crise sur l'économie marocaine à l'horizon de 2015, l'évolution future des transferts des MRE et de la demande mondiale adressée au Maroc, est prise en compte sur la base des perspectives de l'économie mondiale telles qu'établies par les institutions internationales, notamment le Fonds Monétaire International (FMI)<sup>5</sup>.

Ainsi, les transferts des MRE et la demande étrangère adressée au Maroc, tributaires de l'activité économique mondiale sont supposés connaître une reprise à partir de 2010. En conséquence, les effets de la crise sur l'économie marocaine commenceront à s'atténuer à partir de 2010 pour disparaître quasiment en 2012.

---

<sup>4</sup> PRESIMO est un modèle macro-économétrique de l'économie marocaine, élaboré par le Haut Commissariat au Plan en collaboration avec l'Institut National de Statistique et des Etudes Economique de France (INSEE).

<sup>5</sup> Selon le FMI, l'économie mondiale serait marquée par une certaine reprise à partir de 2010 avec une croissance de 3,1% (4,4% en moyenne de 2011 à 2014). Le volume du commerce mondial connaîtrait une croissance de 5,8% en 2010 (6,4% entre 2011 et 2014). En outre, le FMI considère que par rapport aux épisodes comparables du passé, la reprise des économies avancées sera faible et la production réelle resterait inférieure à son niveau d'avant la crise jusqu'à 2012. Il considère aussi que le niveau élevé du chômage et de la dette publique, ainsi que l'existence des systèmes financiers qui ne sont pas encore complètement rétablis sont autant de facteurs qui risquent de freiner la reprise des économies avancées.

### Les effets de la crise sur les principales variables macroéconomiques

		2008	2009	2010	2011	2012
En taux de croissance	Consommation	-1,42	-3,12	-2,15	-0,95	0,26
	Investissement	-1,01	-3,57	-3,72	-1,94	-0,11
	PIB	-0,86	-2,46	-1,54	-0,62	0,32
	Exportations	-1,01	-4,34	-3,42	-2,43	-0,86
	Importations	-1,74	-5,08	-4,54	-3,04	-0,95
En différence	Population en chômage	24594	81655	71356	39088	-1933
	Emploi	-36020	-119590	-104510	-57250	2830
Ecart en % du PIB	Déficit budgétaire	-0,21	-0,70	-0,78	-0,45	-0,15
	Déficit commercial	0,44	0,69	0,68	0,28	-0,10

### Impact de la crise mondiale sur les OMD

Nous constatons que la récession de 2008 et 2009, suivie par le rétablissement lent vers des niveaux de croissance tendanciels avant 2015, mettrait quelques contraintes sur la voie de la réalisation des OMD, en particulier ceux relatifs à la mortalité infantile et maternelle. Le Maroc qui semble être bien positionné sur la trajectoire de réalisation de la plupart des OMD aurait fait mieux si la crise économique internationale n'avait pas lieu. En effet, bien que les objectifs liés à la généralisation de la scolarisation primaire, l'accès à l'eau potable et à l'assainissement soient réalisables à l'horizon 2015, en l'absence de la crise économique internationale, le Maroc aurait atteint des performances bien meilleures. En comparaison avec le scénario de base présenté dans l'étude sur la réalisation des OMD à l'horizon 2015, nous avons utilisé le modèle MAMS pour évaluer le manque à gagner causé par la crise. Ainsi, ce dernier se traduirait par 0,3 ; 3 et 2 points de pourcentage vers la fin de 2015, respectivement pour les objectifs d'éducation primaire, d'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

Les objectifs liés à la mortalité infantile et à la mortalité maternelle auraient pu, pour leur part, être réduits par quelque 1 point supplémentaire pour mille pour la mortalité infantile et 4 points pour 100.000 pour la mortalité maternelle vers la fin de 2015 dans un contexte hors crise.

Plus généralement, l'impact de la crise sur la réalisation de tous les OMD à l'horizon 2015 aurait coûté quelque 1,2 et 0,1 point de pourcentage du PIB, entre 2010 et 2015, respectivement aux dépenses courantes et aux dépenses d'investissement de l'Etat. Si les effets de la crise perdurent, ces coûts supplémentaires pourraient augmenter davantage, et alourdir les charges des finances publiques et contrarier les avancées du pays en matière des OMD en particulier, et du développement humain en général.

### **Encadré : Modèle MAMS, outil d'analyse des OMD**

Le HCP a développé en collaboration avec le PNUD un modèle d'équilibre général calculable (EGC) dynamique appelé MAMS (Maquette pour la Simulation des OMD) intégrant des modules des OMD liés à la pauvreté, la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement. Le modèle décrit les mécanismes par lesquels les OMD interagissent entre eux et permet d'appréhender les complémentarités entre les dépenses qui y sont liées. L'amélioration de l'eau et de l'assainissement, par exemple, peut réduire l'expansion des services sanitaires exigés pour atteindre les OMD de la santé.

Le modèle MAMS appréhende également les effets sur toute l'économie via les marchés des facteurs. Il permet d'analyser le besoin en ressources rares (le travail, le financement de l'investissement et d'autres biens et services) des secteurs des services des OMD et les autres secteurs, ainsi que le rôle des OMD dans l'accroissement des ressources de l'économie via le marché du travail et dans l'accroissement des revenus et des investissements à long terme. MAMS capte l'impact de scénarios différenciés pour pouvoir atténuer la compétition sur les ressources entre les secteurs des services OMD et les autres secteurs.

Sur la base de cet outil d'analyse, des simulations ont été conduites pour mesurer les efforts consentis par les pouvoirs publics en faveur des OMD. En effet, le prolongement des politiques économiques adoptées par le gouvernement en termes fiscale, budgétaire, commerciale et d'investissement permettrait des avancés remarquables en matière de réalisation des OMD à l'horizon 2015. La comparaison des niveaux des OMD en 2015, tels qu'ils découlent du modèle, avec les objectifs fixés confirme les conclusions du présent rapport et révèle, en particulier, que les plus grandes améliorations seraient observées pour l'eau et l'assainissement ainsi que la généralisation de l'enseignement primaire. Concernant la mortalité infantile et maternelle, des améliorations notables seraient réalisées sans pour autant atteindre totalement ces objectifs.